

L'Allemagne, le tyran de l'UE

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 11 mars 2021

Source [Valeurs actuelles] En première ligne dès qu'il s'agit d'adopter des postures morales vis-à-vis de ses voisins, l'Allemagne fait en revanche passer ses intérêts personnels avant ceux de l'Europe dès qu'il s'agit d'industrie, dénonce Laure Lavalette, juriste et conseillère municipale RN de Toulon.

Fin 2020 l'Union Européenne a signé un Accord Global d'Investissement avec la Chine. Cet accord repose notamment sur le respect des droits de l'homme en Chine. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient : demandez aux Ouighours si leurs conditions de vie se sont améliorées depuis.

Comment un tel accord, aussi peu contraignant pour le régime chinois, a pu être signé ? A qui profite le crime humanitaire chinois ?

Après l'UE, la Chine est le principal partenaire de l'industrie allemande (son deuxième client après les US et son premier fournisseur en 2019). Or en 2020, l'Allemagne détient toutes les rênes du pouvoir communautaire : 1ère économie du continent, présidence du conseil européen et présidence de la commission européenne et des réseaux économiques allemands puissants auprès des députés européens.

Cet accord, arraché au forceps par le couple infernal Merkel/Von der Leyen juste avant Noël, démontre le cynisme de notre « partenaire allemand ». Alors que de nombreux fleurons européens passent sous contrôle chinois (Volvo, Pirelli, Lanvin...), nos amis d'Outre Rhin n'ont qu'une idée en tête : sauver l'automobile allemande, faisant fi du bien commun en Europe. Pourtant, quand il s'agit de respect des droits de l'homme et de l'État de droit, l'Allemagne est prompte à dénoncer et à donner des leçons à ses voisins et alliés européens, à l'instar de la Pologne ou de la Hongrie. Mais cette bonne conscience droit de l'homme s'efface devant les réalités économiques nationales pour vendre des BMW en Chine.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)